



**Commerce, institutions et croissance: Une analyse empirique des Accords
Partenariat Economique (APE) en négociation pour les pays de la
CEDEAO**

Matthias Busse, Axel Borrmann et Silke Neuhaus: Hamburg Institute of International Economics Research program Trade and Development, HWWA, Nov. 2005

** Synthèse française de l'original: "Trade, institutions and growth: an empirical analysis of the proposed ACP/EU Economic Partnership Agreements for ECOWAS countries."*

(Par Ann-Charlotte Sallmann, stagiaire FES Sénégal)

L'Accord de Cotonou, signé en septembre 2000, marque un tournant dans la relation entre l'UE et les pays ACP. Ce nouveau cadre institutionnel de la coopération repose sur trois piliers : l'Aide au développement, une dimension politique et le commerce. Par contre, il ne comporte pas d'accord commercial. Il reconduit les relations basées sur des préférences non réciproques jusqu'à l'année 2008 et définit le nouveau cadre commercial qui succédera à Lomé et qui contrairement à celui-ci sera l'objet de négociations. Après 2008, les échanges devront se faire sur une base compatible avec les règles de l'OMC en accord notamment avec la clause de la Nation la Plus Favorisée (NPF). De nouveaux accords basés sur le libre échange remplaceront le système mis en place par Lomé. Il s'agit d'Accord de Partenariat Economique (APE) qui sera négocié au sein d'ensemble sous régionaux.

Si on se base sur des théories économiques, on pourrait s'attendre des effets bénéfiques d'une ouverture des marchés ACP. Entre autre, les secteurs de textiles et certains produits agricoles pourraient en tirer des profits.

Malheureusement, il y a aussi des nombreux défis qui se présentent, par exemple au niveau des importations et du revenu du gouvernement, qui dépend fortement des taxes douanières.

Les institutions

Parmi les différentes raisons qui pourraient expliquer la performance d'exportation décevante et le développement économique en général des pays ACP, la qualité des institutions a été identifiée comme un aspect principal.

Les institutions se définissent comme des contraintes imposées pour donner de la substance aux interactions politiques, économiques et sociales. (North 1990) Avant tout, des institutions sont introduits par la création des règles formelles et par le développement des règles informelles de comportement.

Des institutions informelles sont en général plus importantes dans les pays pauvres où la plupart du peuple vie et travaille en dehors du cadre public et formel. Des institutions formelles sont souvent imposées par des agents bureaucratiques ou des parlements.

Les institutions existantes ne représentent pas nécessairement le cadre économique le plus efficace. Ils sont normalement le résultat de différentes stratégies de construction et de changements institutionnels. La littérature précédente montre des preuves que l'origine coloniale joue toujours un rôle important dans le design et la qualité régulatrice actuel. Par exemple, une origine légale française est fortement liée avec un environnement régulateur excessif qui pourrait avoir comme conséquence une qualité plus basse des institutions, surtout quand le système français était imposé sur des pays en voie de développement.

Le cadre institutionnel représente un facteur important de l'accroissement puisqu'il influence, par exemple, les coûts de transactions. (Aron, 2000) Les coûts de transactions sont beaucoup plus hauts si les acteurs économiques ne peuvent pas faire confiance aux droits de propriété et

à l'état de droit. En conséquence, ils opèrent à un niveau bas, utilisent des technologies pas chers mais moins efficaces et ils sont aussi moins compétitifs. Souvent ils se retirent même au marché noir et se lancent dans des pratiques de corruptions pour faciliter leurs opérations.

L'objectif

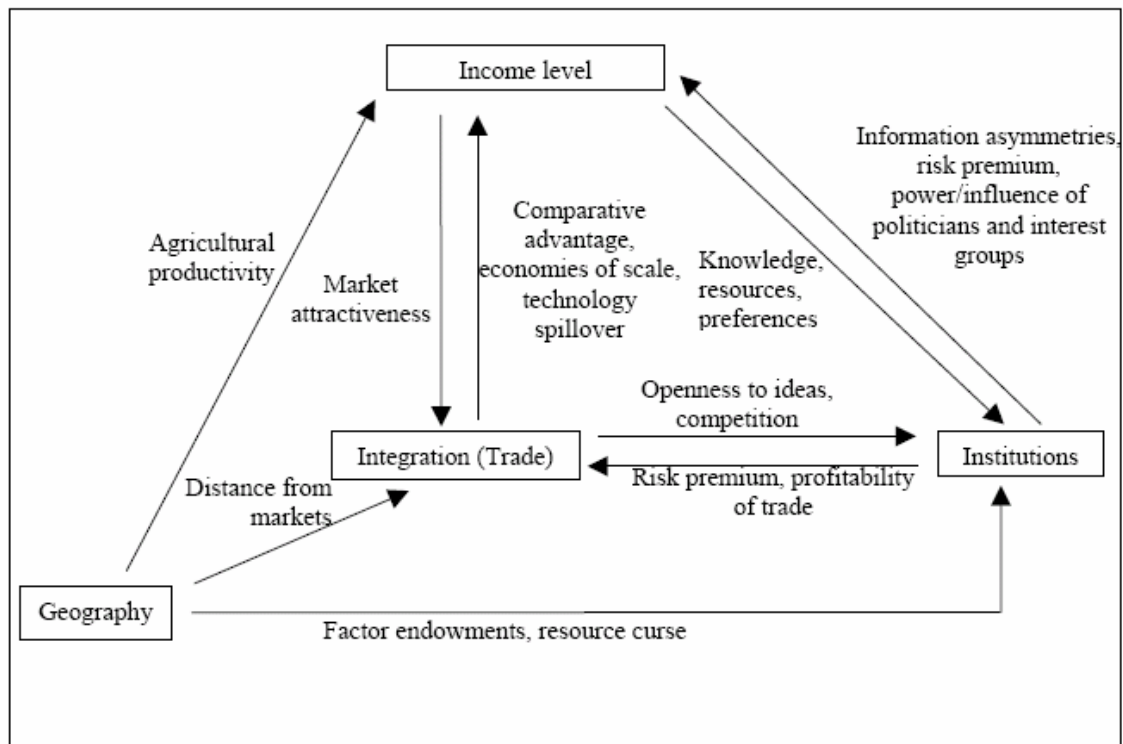
Cette étude cherche à contribuer à la littérature portant sur l'impact des institutions, mais aussi l'impact du commerce sur l'accroissement économique d'un pays. Plus spécifiquement, il s'intéresse à l'importance de la qualité institutionnelle pour une libéralisation bénéfique du commerce. Cette question est particulièrement importante pour les pays ACP dans leurs négociations des APE avec l'UE. Le point focal de l'étude sera les pays de la CEDEAO même si un grand nombre de pays sont impliqués dans l'analyse empirique.

Premièrement les sous éléments de Bonne Gouvernance et de la réglementation seront identifiés pour ensuite examiner si les pays avec des institutions de basse qualités pourront tirer des profits d'une ouverture de marché.

Cela va ensuite servir pour déterminer les domaines dans les quels les gouvernements de la région ouest africaine devraient se focaliser, en particulier pour des projets de réformes dans le cadre de la réglementation.

Donc pour préciser, l'analyse se concentre surtout sur l'identification des facteurs importants pour pouvoir faire des liens entre institutions, le commerce et la croissance sans nier que d'autres facteurs, et surtout, la combinaison des différents facteurs, joue aussi un rôle important.

Figure 2: Determinants of Income



Source: Adapted from Rodrik et al. (2004).

La méthode

Même si l'importance d'inclure des facteurs de qualité institutionnelles dans des analyses de l'impact du commerce sur l'économie nationale a été mis en valeur dans la littérature précédente, il y a toujours des divergences sur comment le mesurer.

Suivant la littérature précédente, voici les variables explicatives :

- Distance : la distance de l'équateur
- Enclavé (sans accès à la mer)
- Population : taille du marché
- Commerce : la somme des importations et exportations divisée avec le PIB
- Institution : c.a.d. la qualité de la gouvernance et de la réglementation
- Fractionnement : divergence ethnolinguistique de la population
- Conflits : le nombre des conflits d'un pays entre 1970-2004, multiplié par l'intensité de chaque conflit.

Ensuite, 6 dimensions de la bonne gouvernance seront utilisées :

- Voix et comptabilité : élections libres et justes, l'influence militaire sur la politique et l'indépendance des médias.
- Stabilité politique : la probabilité de déstabilisation du gouvernement par des actes non- constitutionnels et violents.
- Efficacité du gouvernement : qualité de gouvernement, bureaucratie et administration c.a.d. la compétence des fonctionnaires, le temps de « management » passé avec des bureaucrates, l'indépendance des fonctionnaires de la pression politique etc.
- Qualité réglementaire : intervention gouvernementale dans l'économie c.a.d. contrôles des salaires ou des prix, régulations du commerce international, restrictions légales sur les propriétés etc.
- Etat du droit : le respect des citoyens pour les règles de la société c.a.d. la prévalence des activités du marché noir et l'efficacité et prédictibilité du système judiciaire.
- Contrôle de corruption : l'intensité des activités de corruption, les effets de la corruption sur l'attraction du pays pour les entreprises, la probabilité des paiements additionnels pour faire « bouger les choses ».

Table 1: Good Governance Indicators, 2004

Indicator	Developed countries	All	Developing countries			
			Latin America ¹	Sub-Saharan Africa (SSA)		
				All	ECOWAS	Rest of SSA
Rule of Law	1.46	-0.47	-0.45	-0.73	-0.78	-0.70
Control of Corruption	1.65	-0.45	-0.34	-0.60	-0.58	-0.62
Regulatory Quality	1.31	-0.33	-0.05	-0.59	-0.60	-0.59
Government Effectiveness	1.55	-0.41	-0.34	-0.68	-0.74	-0.64
Political Stability	0.95	-0.46	-0.39	-0.65	-0.57	-0.71
Voice and Accountability	1.04	-0.31	0.16	-0.47	-0.44	-0.50
Average	1.33	-0.41	-0.24	-0.62	-0.62	-0.63

Notes: All indicators are standardised, that is, they have a mean of 0 and a standard deviation of 1, and range from -2.5 to +2.5; a higher value for any of the indicators indicates a better performance; figures are based on our sub-sample of 146 countries; ¹includes in the Caribbean.

Pour compléter ces indicateurs de bonne gouvernance, le « World Bank doing business dataset », sera aussi utilisé. Ce qui permet d'obtenir des informations sur des questions de

réglementation par exemple le temps et l'argent dépensé sur les procédures bureaucratiques et ainsi mesurer l'efficacité des institutions gouvernementales en place.

Les 10 indicateurs de la réglementation seront :

- Démarrer un business
- La réglementation du marché du travail
- Le paiement des impôts
- La protection des investisseurs
- Le commerce transfrontalier
- Obtenir des crédits bancaires
- Le renforcement des contrats
- La fermeture d'un business
- Le traitement des licences
- L'enregistrement d'une propriété

Table 3: Doing Business Regulation Indicators, 2005

Regulation indicator	Developed countries	Developing countries				
		All	Latin America ¹	Sub-Saharan Africa (SSA)		
				All	ECOWAS	Rest of SSA
Starting a Business	0.82	-0.26	-0.29	-0.76	-0.72	-0.79
Labour Market Regulation	0.26	-0.16	-0.11	-0.40	-0.95	-0.13
Paying Taxes	0.73	-0.26	-0.66	-0.39	-0.64	-0.27
Protecting Investors	0.72	-0.17	-0.40	-0.04	-0.18	0.04
Trading across Borders	1.01	-0.29	0.12	-0.84	-0.67	-0.93
Getting Credit	1.15	-0.27	0.53	-0.61	-0.80	-0.52
Enforcing Contracts	0.86	-0.20	-0.24	-0.47	-0.34	-0.54
Closing a Business	1.17	-0.27	-0.13	-0.42	-0.30	-0.48
Dealing with Licences	0.67	-0.24	0.23	-0.65	-1.02	-0.46
Registering Property	0.55	-0.20	0.06	-0.84	-1.15	-0.68
Regulation Index	4.65	-1.30	-0.24	-3.32	-3.97	-2.98

Notes: All indicators are standardised; a higher value for any of the indicators indicates a better performance, that is, less strict regulations; figures are based on a sub-sample of 142 countries (139 countries for *Regulation Index*); ¹ includes the Caribbean.

Ensuite, dans une autre série de régressions, le lien entre libéralisation de commerce et les niveaux de revenu sera examiner pour tester l'hypothèse qu'une basse qualité institutionnel empêche un pays à tirer des profits d'un marché plus ouvert.

(L'année de référence pour toutes les variables est 2003, si pas marquée autrement. Le nombre de pays inclus dans l'analyse est 146. Toutes les sources des données peuvent être trouvées dans l' Appendix B)

Les résultats

Pour les 6 indicateurs de Bonne Gouvernance les pays africains subsahariens tombent constamment au-dessous des chiffres déjà bas pour les PED. En général ; les pays Ouest africains se retrouvent tous dans le tiers le plus bas du classement des 146 pays. Les scores pour le pays de la CEDEAO sont à peu près sur le même niveau que le reste de l'Afrique subsaharienne.

Surtout pour l'état du droit et l'efficacité du gouvernement des pays de la CEDEAO, des scores particulièrement bas sont à noter, indiquant un fort besoin d'amélioration dans ces domaines.

Table 13: Relative Ranking for ECOWAS Countries and Good Governance Indicators

Rule of Law		Control of Corruption		Regulatory Quality		Government Effectiveness		Political Stability		Voice & Accountability	
Country	Ranking	Country	Ranking	Country	Ranking	Country	Ranking	Country	Ranking	Country	Ranking
Cape Verde	48	Cape Verde	42	Cape Verde	49	Mauritania	50	Cape Verde	35	Cape Verde	36
Ghana	65	Mauritania	53	Mauritania	63	Senegal	62	Gambia	47	Ghana	51
Senegal	68	Ghana	63	Gambia	74	Ghana	65	Mauritania	54	Mali	54
Gambia	74	Benin	70	Mali	80	Cape Verde	68	Mali	61	Benin	56
Mali	77	Burkina Faso	73	Burkina Faso	82	Mali	75	Ghana	65	Senegal	63
Benin	81	Senegal	77	Ghana	83	Benin	85	Senegal	74	Niger	75
Mauritania	92	Mali	85	Senegal	86	Gambia	91	Burkina Faso	82	Burkina Faso	89
Burkina Faso	94	Gambia	93	Benin	99	Burkina Faso	92	Benin	84	Sierra Leone	96
Niger	116	Guinea-Bissau	99	Niger	112	Niger	118	Guinea-Bissau	88	Gambia	99
Togo	123	Guinea	110	Togo	117	Guinea	124	Togo	89	Guinea-Bissau	100
Guinea	126	Liberia	115	Cote d'Ivoire	119	Nigeria	129	Niger	90	Nigeria	103
Sierra Leone	127	Niger	117	Guinea-Bissau	121	Guinea-Bissau	136	Sierra Leone	94	Guinea	124
Guinea-Bissau	133	Sierra Leone	118	Guinea	124	Cote d'Ivoire	139	Guinea	112	Mauritania	126
Cote d'Ivoire	138	Togo	125	Sierra Leone	125	Togo	140	Nigeria	139	Togo	131
Nigeria	139	Cote d'Ivoire	130	Nigeria	136	Sierra Leone	141	Liberia	144	Liberia	132
Liberia	146	Nigeria	136	Liberia	144	Liberia	145	Cote d'Ivoire	146	Cote d'Ivoire	135
No. of countries:	146		146		146		146		146		146

Note: Countries in the shaded areas belong to the group for which the linkage between trade and income is negative.

Appendix E: Good Governance Indicators for ECOWAS Countries, 2004

Country	Voice and Accountability	Political Stability	Government Effectiveness	Regulatory Quality	Rule of Law	Control of Corruption
Benin	0.30	-0.37	-0.39	-0.49	-0.47	-0.34
Burkina Faso	-0.38	-0.32	-0.52	-0.26	-0.62	-0.35
Cape Verde	0.80	0.67	-0.19	0.27	0.26	0.31
Cote d'Ivoire	-1.46	-2.28	-1.30	-0.83	-1.42	-1.01
Gambia	-0.59	0.38	-0.49	-0.15	-0.32	-0.61
Ghana	0.39	-0.10	-0.17	-0.28	-0.16	-0.17
Guinea	-1.12	-0.91	-0.93	-0.94	-1.09	-0.81
Guinea-Bissau	-0.62	-0.53	-1.25	-0.86	-1.26	-0.71
Liberia	-1.24	-2.20	-1.86	-1.83	-1.76	-0.86
Mali	0.35	0.07	-0.29	-0.26	-0.34	-0.52
Mauritania	-1.16	0.26	0.22	0.04	-0.62	0.02
Niger	-0.12	-0.56	-0.87	-0.63	-0.92	-0.87
Nigeria	-0.65	-1.78	-1.02	-1.26	-1.44	-1.11
Senegal	0.19	-0.21	-0.13	-0.31	-0.20	-0.40
Sierra Leone	-0.49	-0.61	-1.32	-1.02	-1.10	-0.88
Togo	-1.22	-0.55	-1.31	-0.77	-1.01	-0.92
Average ECOWAS ¹	-0.44	-0.57	-0.74	-0.60	-0.78	-0.58

Notes: Figures are based on our country sample of 146 countries; standardised indicators, higher values are associated with better governance (range: -2.5 to +2.5); ¹unweighted average.

Egalement, des résultats très faibles sont obtenus pour les pays subsahariens sur les 10 indicateurs de la réglementation. Même plus inquiétant, les scores pour les pays de la CEDEAO sont encore plus bas. Parmi les 10 indicateurs, les pays de la CEDEAO obtiennent des scores particulièrement faibles sur l'enregistrement des propriétés, le traitement des licences, la réglementation du marché du travail, obtenir un crédit bancaire et démarrer un business.

Table 12: Relative Ranking for ECOWAS Countries and Regulation Indicators

Starting a Business	Labour Market Regulation	Paying Taxes	Protecting Investors	Trading across Borders	Getting Credit	Enforcing Contracts	Closing a Business	Dealing with Licences	Registering Property	Regulation Index
Country R*	Country R*	Country R*	Country R*	Country R*	Country R*	Country R*	Country R*	Country R*	Country R*	Country R*
Nigeria 66	Ghana 34	Ghana 65	Ghana 25	Senegal 39	Nigeria 59	Ghana 28	Nigeria 59	Senegal 62	Mauritania 43	Ghana 82
Benin 80	Nigeria 39	Burkina Faso 77	Benin 33	Sierra Leone 72	Senegal 61	Mali 63	Senegal 61	Ghana 66	Benin 80	Senegal 94
Senegal 86	Cote d'Ivoire 93	Niger 83	Nigeria 33	Togo 84	Guinea 68	Mauritania 69	Guinea 68	Mauritania 74	Niger 96	Benin 105
Cote d'Ivoire 98	Guinea 97	Togo 96	Burkina Faso 73	Benin 95	Ghana 69	Niger 80	Ghana 69	Togo 93	Togo 109	Mauritania 107
Ghana 111	Benin 109	Mali 102	Cote d'Ivoire 73	Mauritania 98	Cote d'Ivoire 77	Senegal 87	Cote d'Ivoire 77	Benin 111	Mali 112	Togo 113
Burkina Faso 114	Senegal 111	Guinea 111	Guinea 73	Ghana 100	Togo 79	Guinea 93	Togo 79	Nigeria 118	Guinea 113	Guinea 116
Guinea 118	Mauritania 114	Nigeria 113	Mali 73	Cote d'Ivoire 102	Benin 89	Cote d'Ivoire 94	Benin 89	Guinea 121	Sierra Leone 120	Cote d'Ivoire 120
Mali 120	Mali 126	Cote d'Ivoire 114	Niger 73	Guinea 109	Burkina Faso 96	Togo 102	Burkina Faso 96	Niger 124	Senegal 122	Nigeria 125
Togo 124	Togo 139	Benin 118	Sierra Leone 73	Burkina Faso 122	Mali 104	Nigeria 105	Mali 104	Mali 129	Ghana 124	Mali 127
Mauritania 125	Burkina Faso 140	Senegal 120	Togo 103	Nigeria 129	Niger 120	Sierra Leone 121	Niger 120	Cote d'Ivoire 132	Burkina Faso 128	Niger 131
Sierra Leone 131	Niger 141	Mauritania 133	Senegal 115	Mali 131	Sierra Leone 121	Benin 125	Sierra Leone 121	Sierra Leone 133	Cote d'Ivoire 137	Sierra Leone 133
Niger 134	Sierra Leone 142	Sierra Leone 135	Mauritania 135	na	Niger 139	Mauritania 125	Burkina Faso 132	Mauritania 125	Burkina Faso 137	Nigeria 141
No. of countries: 142	142	141	134	142	142	142	142	139	141	139

Notes: *Relative ranking; countries in the shaded areas belong to the group for which the linkage between trade and income is negative.

Ensuite, les pays de la CEDEAO sont tous dans le groupe des 50 % des pays les plus réglementés. Même le Ghana, avec la meilleure performance en Afrique de l'Ouest, se place

sur un bas classement. Plus grave encore, à part le Ghana et le Sénégal, tous les pays de la CEDEAO font parti du groupe des 30 % des pays les plus réglementés. Sierra Leone et Burkina Faso sont en faite très proche du fond de la liste des pays, c.a.d. ils ont les réglementations de business le plus strict.

Les pays de la CEDEAO ont des procédures relativement longues et chers pour des entrepreneurs qui cherchent à démarrer un business. A part le Nigeria, ils se trouvent tous sur la partie basse du classement, donc présentant des obstacles considérables pour leurs économies de pouvoir profiter du commerce. Pour la réglementation du marché du travail seulement le Ghana, le Burkina Faso et le Niger ont des systèmes de taxation suffisamment flexible pour les exclure du groupe des 40 « pires ». Pour le commerce transfrontalier, renforcement des contrats et fermeture d'un business, 3 des 12 pays de la CEDEAO font parti du groupe des 20 « pires » pour lequel on obtient un impact négatif du commerce sur les revenus.

Quelques exemples:

- le coût pour renvoyer un employé au Mali est équivalent à un salaire de 81 semaines.
- Des compagnies en Sierra Leone qui ont l'intention de payer leurs impôts complets devraient se séparer de 164 % de leurs profits c.a.d. tout ce qu'ils ont gagné et plus...
- Pour faire importer un produit au Niger il faut 19 documents, 52 signatures et cela prend 89 jours pour traiter tous les documents demandés, inclus toutes les inspections douanières.

Les résultats obtenus renforcent l'impression générale de l'importance pour les pays africains de reformer leur cadre de réglementation pour pouvoir tirer des bénéfices d'une ouverture du marché. La partie majoritaire des pays ouest africains fait parti du groupe de pays pour lequel on peut observer un lien négatif entre commerce et niveaux de revenu.

La qualité des institutions est plus importante que le commerce pour essayer d'expliquer les variations dans le revenu per capita en Afrique. On note également des différences

considérables au niveau régional. Le Ghana présente des résultats qui sont au-dessus du moyen Ouest africain pour un nombre considérable des indicateurs. En comparaison avec d'autres pays de la CEDEAO, le Cap Vert montrent des scores relativement impressionnants sur les indicateurs de la bonne gouvernance. (Voir Appendice E)

Pour comparer, en regardant les résultats pour deux autres régions, Asie de l'Est & le Pacifique et le Moyen Orient & Afrique du Nord, on peut noter une corrélation positive entre le commerce et le niveau des revenus. Ce qui s'explique par le fait que les pays de l'Asie de l'Est ont activement suivi une stratégie d'exportation dans les dernières années et les pays du Moyen Orient ont profité de l'exploitation et l'exportation du pétrole. Pour les régions d'Amérique Latine et les Caraïbes des résultats similaires à l'Afrique subsaharienne sont notés.

Fait surtout important pour les pays de la CEDEAO, le commerce, en général, semble avoir un impact plutôt négatif sur le niveau des revenus. Ces résultats décrivent l'impact à long terme du commerce sur les niveaux du revenu dans les pays Ouest africain. Par contre, cette relation négative n'est pas très prononcée pour des changements de court à moyen terme obtenus pour la période 1994-2003.

Un nombre limité de sous éléments de la Bonne Gouvernance et de la réglementation sont extrêmement important pour une libéralisation du marché réussi. Parmi les facteurs liés à la réglementation, les résultats les plus significatifs se trouvent dans les domaines liés au démarrage un business, à la réglementation du marché du travail et au paiement des impôts.

Pour les indicateurs de bonne gouvernance, des résultats plus faibles sont à notées par rapport à leurs relation au revenu. Seulement l'efficacité du gouvernement et la qualité de la réglementation ont une influence importante dans la relation entre commerce et revenu et seulement pour les pays qui marquent des scores très bas sur ces indicateurs. Une raison qui pourrait expliquer ce résultat décevant est le fait que les facteurs de la bonne gouvernance sont basés sur la perception et que les études conduites pour ces indicateurs sont influencées par les différentes étapes de développement.

Conclusions

L'analyse pour la CEDEAO montre que les pays de l'Afrique de l'Ouest ne profiteront probablement pas d'une intégration plus poussée au marché mondial, vu la situation présente de leurs institutions.

La majorité des pays Ouest africains démontrent des résultats très bas pour la plupart des indicateurs, ce qui les placent exactement dans la catégorie des pays les moins probables de tirer des profits du commerce. Ces résultats ne veulent pas dire que les pays de la CEDEAO ne pourront jamais bénéficier d'une intégration dans le marché mondial. Plutôt, ils montrent que la majorité des pays Ouest africains n'ont actuellement pas un niveau institutionnel suffisant pour tirer des profits d'une commerce mondial et que des réformes institutionnelles devraient absolument faire parti des priorités de l'agenda gouvernementale en Afrique de l'Ouest.

Les revenus élevés ne sont pas forcément la conséquence des impôts plus élevés et les marchés les plus réglés n'offrent pas nécessairement la meilleure protection des employés. Au contraire, des réglementations extrêmement inflexibles poussent les compagnies et les employés à entrer dans l'économie informelle, hors la vue des inspecteurs, des syndicats et des autorités d'importation. Malheureusement, les compagnies qui sont actives dans le secteur informel sont souvent moins productives.(World Bank 2005)

Vu de la performance des pays de la CEDEAO, des réformes sont forcément nécessaires. Malgré cela, tous les 16 gouvernements Ouest africains ont seulement mis en oeuvre 2 réformes en 2004, alors donnant la dernière place parmi des groupes régionaux à la CEDEAO pour le taux de réformes le plus bas.

En conclusion, les résultats montrent que les pays de l'Afrique de l'Ouest sont actuellement moins aptes à bénéficier d'un démontage des barrières tarifaires comme dans la proposition des APE et suggèrent alors que des réformes compréhensives sont inévitables pour pouvoir récolter les fruits d'une intégration du marché plus intense.

Recommandations

Les questions sur la structure des stratégies de réforme institutionnelle, c.a.d. le niveau, la manière et les ressources nécessaires pour une réforme réussie dans un environnement politique et administrative très limité, restent ouvertes.

Ce n'est pas seulement le niveau du développement institutionnel qui pose un problème pour des réformes. La combinaison des facteurs historiques, économiques, politiques et culturelles est également très importante. (IMF 2005)

Un autre problème est lié aux règles informelles, qui contrairement aux règles formelles ne peuvent pas être changées d'une manière abrupte. Les institutions informelles comme les coutumes, les traditions et les codes sociaux ne peuvent pas être exclus de l'agenda quand par exemple la performance et l'efficacité économique doit être augmenté en formalisant une partie des activités informels.

Avant tout, l'introduction des institutions plus efficaces dépend des intérêts de ceux qui ont le pouvoir de créer des nouvelles institutions. Par contre, des réformes institutionnelles, comme d'autres réformes, sont peu probables de survivre ou d'être mises en oeuvre s'ils sont établies seulement comme réponse à des pression externes et développés sans la participation de ceux qui seront effectués par les changements. Il est donc important d'inclure tous les parties prenantes possible, les secteurs public et privé, dans la planification et la mis en oeuvre de nouvelles règles.

Les pays de la CEDEAO font face au défi d'une réforme considérable à cause d'un manque général institutionnel mais aussi étant donné le procès d'intégration intra-régionale et le schéma serré des APE.

Il y a trois options pour une stratégie de réforme : imitation, adaption et innovation. L'imitation institutionnelle peut permettre aux pays de ne pas refaire les mêmes fautes que les pays développés sur leur chemin. Par contre, une imitation simpliste peut aussi être dangereux puisque les pays développés ont des conditions préalables complètement différente qu'un PED.

Des exemples européens et des exemples plus récents de la Chine illustrent que les institutions ont tendance à bien fonctionner si elles sont complémentaires à l'environnement existant. Si les nouvelles institutions ne jouissent pas d'un certain degré de légitimité parmi les membres de la société, elles n'ont pas d'avenir.

L'aide financière extérieure peut influencer le développement institutionnel des pays receveurs dans plus qu'une manière, aussi positive que négative. Cela implique que chaque réforme institutionnelle demande une analyse considérable qui tient compte des circonstances spécifiques du pays. L'établissement des institutions efficaces est sensé prendre beaucoup de temps. La question est de savoir si le temps prévu pour la libéralisation et les réformes institutionnelles nécessaires sont compatibles.